

Passation électronique des marchés publics

Le recours aux technologies numériques dans le secteur public offre des gains d'efficacité et contribue à l'efficacité de l'action publique en permettant aux administrations publiques d'être plus ouvertes, transparentes, innovantes, participatives et dignes de confiance. À cet égard, la passation électronique des marchés publics – c'est-à-dire le recours aux technologies de l'information et de la communication dans la passation des marchés publics – accroît l'efficacité en facilitant l'accès aux marchés publics, ce qui renforce la concurrence et réduit les charges administratives, et, de surcroît, peut améliorer la transparence en rendant les autorités publiques davantage comptables de leurs actes.

Tous les pays de l'OCDE qui ont répondu à l'enquête annoncent le lancement de leurs appels d'offres et fournissent les documents relatifs à ces appels d'offres sur une plateforme de passation électronique des marchés publics. De fait, 94 % d'entre eux sont légalement tenus d'annoncer le lancement de leurs appels d'offres sur une plateforme électronique, et 78 % d'y fournir la documentation correspondante ; tel est notamment le cas de la Belgique, du Mexique et du Portugal.

Les fonctionnalités se situant au début du cycle de la passation des marchés publics, et notamment la publication du planning des achats (84 %), la soumission électronique des offres (84 %) et les appels d'offres en ligne (84 %), sont assurées dans la plupart des pays de l'OCDE étudiés. En revanche, les fonctionnalités intervenant à la fin du cycle sont assurées dans un nombre plus restreint de pays de l'OCDE (exception faite de la notification des adjudications, qui est assurée dans 94 % des pays). Ainsi, un nombre plus restreint de pays, dont l'Autriche, le Danemark et la Nouvelle-Zélande, offrent des possibilités d'enchères électroniques (dans le cadre d'appels d'offres électroniques) (63 %), de commandes en ligne (66 %), de facturation électronique (56 %) ou de gestion en ligne des marchés déjà conclus (41 %). Il est à noter que la majorité des pays qui proposent ces fonctionnalités dans leurs systèmes de passation électronique des marchés publics n'y sont pas contraints par la loi, sauf pour la soumission électronique des factures.

Pour les entités adjudicatrices comme pour les soumissionnaires et fournisseurs potentiels, le principal obstacle à l'utilisation des systèmes de passation électronique des marchés publics tient à la faiblesse des connaissances et des compétences en matière de TIC (44 %), comme l'ont indiqué les États-Unis, la Hongrie et la Pologne ainsi que d'autres pays de l'OCDE ayant répondu à l'enquête. Une culture organisationnelle peu tournée vers l'innovation (41 %) et une méconnaissance des possibilités économiques offertes par les systèmes de passation électronique des marchés publics (34 %) ont également été citées comme des obstacles pour les entités adjudicatrices, notamment pour la Grèce et l'Espagne. Du côté des soumissionnaires et fournisseurs potentiels, 13 pays de l'OCDE, dont le Canada, l'Italie et la Slovaquie, ont évoqué des problèmes de compréhension ou d'application des procédures, de même que des difficultés d'utilisation des fonctionnalités (41 %).

Méthodologie et définitions

Les données ont été rassemblées dans le cadre de l'Enquête 2014 de l'OCDE sur les marchés publics, qui était axée sur l'utilisation des marchés publics à des fins stratégiques, la passation électronique des marchés publics, les centrales d'achat publiques et les marchés publics à l'échelon régional. Quelque 32 pays de l'OCDE ont participé à l'enquête, ainsi que le Brésil, la Colombie et la Fédération de Russie. Les réponses ont été fournies par des délégués nationaux chargés des politiques de passation des marchés publics au sein de l'administration centrale et de hauts responsables de centrales d'achat publiques.

La « passation électronique des marchés publics » désigne l'intégration de technologies numériques en vue du remplacement ou de la refonte des procédures effectuées sur support papier tout au long du cycle de passation des marchés publics.

Le « cycle de passation des marchés publics » désigne la succession d'activités liées aux marchés publics, depuis l'évaluation des besoins jusqu'au paiement et à la gestion des marchés, en passant par la mise en concurrence et l'attribution des marchés, ainsi que toute activité ultérieure de suivi ou d'audit.

Un complément d'information sur les pays proposant certaines fonctionnalités dans les systèmes de passation électronique des marchés (graphique 9.7) peut être consulté à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1787/888933249077>.

Pour en savoir plus

OCDE (2015), *Recommandation du Conseil sur les marchés publics*, OCDE, Paris.

OCDE (2013), *Implementing the OECD Principles for Integrity in Public Procurement: Progress since 2008*, Coll. « Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique », OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264201385-en>.

Notes relatives aux graphiques

9.7 : On ne dispose pas de données pour Israël et la République tchèque. Le StatLink fournit des indications sur des fonctionnalités supplémentaires.

9.8 : On ne dispose pas de données pour Israël et la République tchèque. Seuls les soumissionnaires/fournisseurs potentiels sont concernés par les obstacles liés à la compréhension ou à l'application des procédures ainsi qu'à l'utilisation des fonctionnalités.

9.7. Fonctionnalités des systèmes de passation électronique des marchés publics (2014)

	Obligatoire et assurée	Pas obligatoire mais assurée	Pas assurée
Publication des plans du gouvernement en matière de marchés publics (en termes de besoins anticipés par le gouvernement)	AUS, BEL, CHL, DMK, GRC, HUN, IRL, KOR, MEX, NLD, NZL, NOR, PRT, GBR, USA	AUT, CAN, FIN, DEU, ISL, ITA, JPN, POL, SVN, ESP, SWE, CHE, TUR	EST, FRA, LUX, NLD, SVK
Publication des appels d'offres	AUS, AUT, BEL, CAN, CHL, DNK, EST, FIN, FRA, DEU, GRC, HUN, IRL, ITA, KOR, LUX, MEX, NLD, NZL, NOR, POL, PRT, SVK, SVN, ESP, SWE, CHE, TUR, GBR, USA	ISL, JPN	
Pourvoi des documents liés aux appels d'offres	AUS, AUT, BEL, CHL, EST, FIN, FRA, DEU, GRC, HUN, IRL, KOR, MEX, NLD, NZL, NOR, POL, PRT, SVK, SVN, SWE, CHE, TUR, GBR, USA	CAN, DNK, ISL, ITA, JPN, LUX, ESP	
Soumission électronique des offres (hors courrier électronique)	BEL, CHL, EST, FRA, GRC, ITA, MEX, PRT, USA	AUS, AUT, DNK, FIN, DEU, IRL, JPN, KOR, LUX, NLD, NZL, NOR, SVK, SVN, ESP, SWE, TUR, GBR	CAN, HUN, ISL, POL, CHE
Appels d'offres en ligne	BEL, CAN, CHL, EST, GRC, IRL, ITA, MEX, CHE, USA	AUT, DNK, FIN, FRA, DEU, JPN, KOR, NLD, NZL, NOR, PRT, SVK, SVN, ESP, SWE, TUR, GBR	AUS, HUN, ISL, LUX, POL
Enchères en ligne (au sein du système d'appel d'offres en ligne)	GRC, MEX, SVK, SVN, USA	AUT, DNK, EST, FIN, FRA, DEU, IRL, ITA, NLD, NZL, NOR, PRT, SWE, CHE, GBR	AUS, BEL, CAN, CHL, HUN, ISL, JPN, KOR, LUX, POL, ESP, TUR
Notification de l'adjudication	AUS, AUT, BEL, CAN, CHL, DNK, EST, FIN, DEU, GRC, HUN, IRL, KOR, MEX, NLD, NZL, NOR, POL, PRT, SVK, SVN, ESP, SWE, CHE, TUR, USA	FRA, ITA, JPN, GBR	ISL, LUX
Commande	CHL, ITA, NLD, CHE, USA	AUT, BEL, CAN, DNK, FIN, FRA, DEU, JPN, KOR, NZL, NOR, SVN, ESP, SWE, TUR, GBR	AUS, EST, GRC, HUN, ISL, IRL, LUX, MEX, POL, PRT, SVK
Soumission électronique des factures (hors courrier électronique)	AUT, DNK, FIN, ITA, NLD, ESP, SVN, SWE, CHE, USA	FRA, DEU, ISL, JPN, KOR, NZL, NOR, GBR	AUS, BEL, CAN, CHL, EST, GRC, HUN, IRL, LUX, MEX, POL, PRT, SVK, TUR
Gestion des marchés déjà conclus	CHE, TUR, USA	DNK, FIN, DEU, ITA, JPN, KOR, NZL, NOR, SVN, SWE	AUS, AUT, BEL, CAN, CHL, EST, FRA, GRC, HUN, ISL, IRL, LUX, MEX, NLD, POL, PRT, SVK, ESP, GBR

Source : Enquête 2014 de l'OCDE sur les marchés publics.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933348491>

9.8. Principaux obstacles à l'utilisation des systèmes de passation électronique des marchés publics (2014)

	Faibles connaissances/compétences en matière de TIC	Méconnaissance des possibilités économiques offertes par cet outil	Culture organisationnelle peu tournée vers l'innovation	Problèmes de compréhension ou d'application de la procédure	Difficultés d'utilisation des fonctionnalités	Ne sait pas
Allemagne	◆	◆◆	◆	○	●	×
Australie	○	○	○	○	○	×
Autriche	×	×	×	×	×	◆◆
Belgique	○	○	◆◆	○	○	×
Canada	◆◆	●	●	●	●	×
Chili	○	●	○	●	●	◆
Corée	◆◆	○	◆◆	○	○	×
Danemark	○	○	○	●	●	◆
Espagne	●	◆◆	◆◆	○	○	×
Estonie	○	◆◆	○	○	○	×
États-Unis	◆◆	○	◆◆	●	●	×
Finlande	×	×	×	×	×	◆◆
France	×	×	×	×	×	◆◆
Grèce	●	◆◆	◆◆	○	○	×
Hongrie	◆◆	○	◆	●	●	×
Irlande	○	○	○	●	○	◆
Italie	◆◆	○	◆◆	●	●	×
Japon	◆◆	◆◆	○	●	●	×
Luxembourg	×	×	×	×	×	◆◆
Mexique	◆	◆	◆	○	○	●
Norvège	○	◆◆	●	●	○	×
Nouvelle Zélande	◆◆	◆◆	○	○	○	×
Pays-Bas	◆◆	◆◆	○	●	●	×
Pologne	◆◆	○	◆	●	●	×
Portugal	◆◆	○	○	●	○	×
République slovaque	●	◆	○	○	●	×
Royaume-Uni	◆	●	◆	○	●	×
Slovénie	◆◆	◆◆	◆◆	●	●	×
Suède	×	×	×	×	×	◆◆
Suisse	×	×	×	×	×	◆◆
Turquie	○	○	◆◆	○	○	×
Total OCDE						
◆ Entités adjudicatrices	14	11	13	×	×	10
● Soumissionnaires/fournisseurs potentiels	14	12	10	13	13	8
○ Pas un problème majeur	8	11	10	12	12	×
Brésil	◆◆	◆◆	◆	●	●	×
Colombie	◆◆	◆◆	◆◆	○	○	×
Russien Federation	○	○	○	●	○	×

Source : Enquête 2014 de l'OCDE sur les marchés publics.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933348505>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Passation électronique des marchés publics », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-44-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.